

AMPLIFIONS LA MOBILISATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE EN GRÈVE LE 2 OCTOBRE ET DANS LA CONSTRUCTION DE LA SUITE...

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Sous la présidence Macron, peu importe qui dirige le gouvernement ou les résultats électoraux, la politique budgétaire fait la part belle aux plus riches tout en imposant l'austérité, la précarisation et l'injustice sociale-fiscale aux travailleur-euses. Une fois plus en cette rentrée de septembre, nous faisons face à des manques de personnels dans les classes et les services, avec une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'enseignement. C'est d'ailleurs ce que l'ex-ministre de l'Éducation n'a pu que constater (et minimiser) lors de sa tournée médiatique de rentrée...

Face à la situation et parce que les premières mobilisations pèsent, la CGT Éduc'action estime qu'il faut enfoncer le clou. Pour nous, une seule urgence : des Services publics de qualité et notamment l'Éducation. Nous exigeons un budget à la hauteur de nos besoins. Le temps est venu de faire appliquer nos revendications et de les gagner par la mobilisation !

✗ UN BUDGET INSUFFISANT FACE AUX URGENCES...

8000 enseignant-es en moins depuis 2018, une crise du recrutement qui s'est enkystée, plus de 2500 classes sans enseignant-es en cette rentrée, contractuel-les plus que jamais utilisé-es comme variables d'ajustement, des conditions de travail qui continuent à se dégrader... À part la ministre, qui peut affirmer aujourd'hui que la rentrée s'est bien passée? Cela fait des années que nous faisons ce même constat et revendiquons un budget à la hauteur des besoins. **Même si celui-ci est en « augmentation » de 1.95 milliards d'€, cette hausse est en trompe l'œil au regard de l'inflation et ne couvre pas le spectre des besoins et urgences.** Alors qu'une baisse démographique s'amorce, l'occasion est trop belle d'améliorer les conditions de travail (notamment par la baisse pérenne des effectifs/classe) et de revaloriser les salaires de tous les métiers de l'Éducation nationale.



✗ DES SALAIRES EN BERNE...

La CGT Éduc'action rappelle que c'est le point d'indice qui est la base du salaire et du calcul des retraites des agent-es de la Fonction publique. Exiger son augmentation, c'est exiger et obtenir des augmentations pérennes pour tou-tes. Pour rappel, la dernière revalorisation indiciaire de 5 points d'indice pour tou-tes date de 2024 et représentait une augmentation mensuelle de 24,6€ brut... une aumône et une éternité ! Depuis, l'inflation est passée par là et à dégrader les conditions salariales.



✗ ET DES CHOIX BUDGETAIRES CRITIQUABLES

Il y a urgence à rompre avec 40 ans de **politiques publiques libérales en faveur des entreprises** qui font de la « résorption » de la dette l'instrument pour imposer des mesures restrictives. La dette publique doit avant tout être considérée comme un levier stratégique pour financer des investissements essentiels pour l'avenir (recherche, enseignement...).

On doit **cesser de réfléchir en fonction des dépenses, mais bien en termes de recettes.** Les plus riches ne paient pas proportionnellement à leur fortune alors qu'ils-elles bénéficient très largement des aides publiques. Le Service public d'Éducation ne peut se satisfaire d'être présenté comme le 1er bénéficiaire du budget de l'État.



Non seulement il est surévalué par son calcul biaisé par une norme comptable sur les retraites, mais surtout **ce budget ne part jamais des manques recensés sur le terrain, de l'urgence à recruter des fonctionnaires.**

Budgéter les besoins de l'Éducation c'est aussi anticiper le changement climatique et rénover massivement des locaux, investir dans la santé mentale d'une jeunesse qui va mal et dans un plan de lutte en faveur de l'égalité professionnelle.

De façon générale, c'est **revenir sur le financement de l'École privée par des fonds publics, mais aussi gagner le retour à la retraite à 60 ans.**